

Normes & responsabilité sociétale pour le développement durable
dans l'espace francophone

Marrakech 14 décembre 2005

Paroles d'acteurs français

Rapport Responsabilité Sociétale de Séché Environnement

Daniel Baumgarten - Directeur délégué de Séché Environnement

Du rapport Responsabilité Sociétale à la Nouvelle Régulation Economique

*Didier Gauthier – Secrétaire général de Séché Environnement,
chef de la délégation française ISO/SR, président de la Commission NRE du MEDEF*

1	LA PROBLEMATIQUE.....	2
2	UNE ETHIQUE DE GOUVERNANCE.....	2
2.1	L'ENGAGEMENT SOCIETAL	2
2.2	LA GOUVERNANCE	2
2.3	LA PROTECTION DE LA SANTE.....	3
2.4	LA DYNAMIQUE ECONOMIQUE.....	3
2.5	L'ENGAGEMENT SOCIAL.....	3
2.6	LE RESPECT DES MILIEUX NATURELS	3
2.7	LA SYMBIOSE SOCIETALE	3
3	L'INSCRIPTION DANS UNE POLITIQUE NORD SUD	4
3.1	LA COHERENCE	4
3.2	LA GOUVERNANCE DECONCENTREE	4
3.3	LE RENFORCEMENT MUTUEL DES CAPACITES	5
4	EN GUISE D'APPEL A L'ACTION	5

Complété par des slides illustratifs

1 La problématique

Métier d'intérêt général majeur, métier rejeté le plus souvent avec vigueur, le traitement des déchets impose plus que toute autre activité, une écoute attentive de la société. Séché Environnement, fortement impliqué aux côtés de toute partie prenante spontanément identifiée ou porteuse d'enjeux à un titre ou à un autre, sait que l'acceptation sociale de ses responsabilités est indissociable de sa capacité à démontrer que la solution n'est pas de rejeter ses déchets hors de vue, au-delà de tout territoire perçu comme sien, mais bien au contraire, d'en assurer une valorisation optimale et une fin de vie irréprochable, dans le respect d'un cycle « santé » vertueux qui, de la collecte à l'élimination, apportera à chacun une totale sécurité.

Porté par cette prise de conscience, Séché Environnement investit depuis une vingtaine d'années dans des actions d'ouverture et de transparence, de pédagogie et d'information, pour obtenir l'adhésion technique et « politique » des populations riveraines à l'exploitation de ses sites de traitement. Standards élevés en termes environnementaux, aspects sociaux privilégiés, symbiose sociétale promue, autant d'axes récurrents de l'action de l'entreprise.

L'analyse de ces actions initiées par l'entreprise est souvent riche d'enseignements sur la qualité de l'écoute des populations, sur l'importance d'un langage commun, pour que le dialogue se noue de la manière la plus constructive possible entre les parties : une bonne compréhension des intérêts mutuels est au bout du chemin.

2 Une éthique de gouvernance.

2.1 L'engagement sociétal

Toute activité humaine engendre un résidu : le déchet. Les premiers efforts à accomplir consistent à en limiter la production, puis à en favoriser la réutilisation. Une fois établi l'inventaire du gisement de déchets, indépendamment de toute réflexion sur la possible et souhaitable réduction à la source, force est de constater la nécessité de les rendre neutres vis-à-vis de la biosphère, et en conséquence de préserver l'homme et l'environnement de toute conséquence néfaste qu'ils pourraient engendrer, en terme de santé publique ou de dégradation du milieu de vie, de la nature et de sa biodiversité.

Mais s'il faut prioritairement éviter de créer un problème environnement ou de santé publique par un rejet mal contrôlé, voire « sauvage » dans la nature, il faut également veiller à ce que la production fatale de déchets ne devienne pas un facteur limitant de la croissance.

Il en résulte la nécessité de traiter ces déchets selon des techniques éprouvées, en s'inscrivant dans les attentes de la Société en matière de préservation de son avenir. Ainsi est née l'implication de Séché Environnement dans son métier, avec un double niveau de préoccupation.

Tout d'abord, Séché Environnement est impliqué dans les grands problèmes de Société, par son action sur la préservation des ressources naturelles : en restituant des énergies alternatives, en limitant les prélèvements dans la nature, mais aussi en contribuant ce faisant à la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de la santé.

Le second aspect consiste à travailler à l'acceptation sociétale de son métier. La traduction concrète en est le respect des meilleures normes environnementales et l'inscription dans une politique sociale de progrès.

2.2 La gouvernance

La mise en œuvre de cette politique nécessite la mise en place d'une organisation appropriée et réactive, respectueuse des règles de bonne gouvernance..

Le conseil d'administration comporte 40% de membres indépendants (au sens du rapport Bouton), s'est doté d'un code de déontologie financière et applique des règles de fonctionnement qui découlent de l'application de la loi de sécurité financière. Du fait de sa structure d'entreprise patrimoniale, avec un actionnariat familial prédominant et une présidence exercée par le principal actionnaire, le Groupe a préféré s'appuyer sur des systèmes de management aptes à relayer sa politique, plutôt que de créer en son sein des comités dédiés (rémunérations, audit, ...).

Cette organisation s'axe autour d'une approche matricielle, croisant les attentes du client à la prestation technique à fournir, et traitant du développement durable d'une manière totalement transversale. Outre des groupes de travail s'adressant à des problématiques ciblées et ponctuelles, des comités se réunissent périodiquement.

Le Comité de direction (CODIR) est le relais opérationnel direct du conseil d'administration et synthétise toutes les facettes de la vie de l'entreprise. Le Comité de développement (CODEV) est un organe de réflexion et de prospective sur les grands problèmes de société, le métier et les marchés du Groupe. Le Comité de croissance des activités du déchet (CCAD) est l'interface entre commerciaux et opérationnels des sites de traitement pour l'exécution de la politique du Groupe au quotidien. Les réunions de responsables QSSE, de laboratoires, de « comités 21 » complètent l'outil de gouvernance.

Cet engagement du Groupe trouve sa formalisation dans son adhésion au Global Compact des Nations Unies. L'application des dix principes est déclinée au sein de l'entreprise par des codes internes adaptés, et le reporting se base sur la grille d'analyse de la Global Reporting Initiative (GRI) des mêmes Nations Unies.

2.3 La protection de la santé

Elle trouve sa source dans l'action même de traitement des déchets : le contrôle du devenir de la fraction dangereuse ou toxique, et son isolation de la biosphère. Cet aspect est déployé dès la prise en charge du déchet, par le professionnalisme et la formation du personnel qui en assure la gestion en toute sécurité.

Dans l'exercice du métier, toutes les mesures sont prises, sécurités actives et passives, pour limiter l'impact de l'activité sur le voisinage, et plus particulièrement sur ceux qui sont en contact directs avec les déchets (formation, procédures, protection individuelles et collectives)

2.4 La dynamique économique

Elle réside dans la fourniture aux clients d'un service global de prise en charge et de traitement de leurs déchets, dans le respect des normes réglementaires, en sécurité et transparence garantie par une parfaite traçabilité, dans le respect des hommes et des milieux. Cette démarche assurera la pérennité du Groupe, par une croissance maîtrisée et rentable à long terme.

Très concrètement : en 2004, 80% du tonnage a été traité dans des sites certifiés (ISO et/ou OHSAS). Trente certifications avaient déjà été obtenues.

2.5 L'engagement social

Le Groupe favorise l'épanouissement professionnel de ses collaborateurs en dispensant plus de 20.000 heures de formation annuelle, en versant sa taxe d'apprentissage pour l'essentiel à des établissements d'enseignement situés à proximité de ses sites. Mais également, des cadres du Groupe dispensent des cours en écoles d'ingénieurs et établissement d'enseignement supérieur.

Au niveau de la santé et de la sécurité aux postes de travail, des formations sont dispensées, et toutes les décisions d'investissement ou d'organisation du travail intègrent dès l'origine cette dimension. Les incidents qui surviennent toutefois font l'objet d'analyses précises, analyses du retour d'expérience, pour en éviter le renouvellement.

2.6 Le respect des milieux naturels

En exerçant son métier, Séché Environnement veille à la sauvegarde de la biodiversité : en prenant part à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en préservant les ressources naturelles, et en particulier par ses actions de valorisation énergétique des déchets.

Quelques valeurs chiffrées illustratives : le Groupe a une autosuffisance énergétique à 89% à partir des déchets, et ses consommations de matières premières sont issues à 43% de la valorisation.

La préservation des milieux biologiques, hydro-géologiques et physiques où le Groupe exerce ses activités, est assurée par des performances accrues en épuration des rejets liquides et atmosphériques, par un suivi par bio-monitoring lichénique de l'état de l'air. Une politique d'intégration paysagère est également mise en œuvre dès la conception d'un site de traitement.

2.7 La symbiose sociétale

Il est indispensable d'établir des relations de confiance avec l'ensemble du tissu économique et social en contact des sites, en agissant en transparence. Nos sites font à cet égard l'objet de nombreuses visites, de riverains, d'écoles, et du personnel est dédié à ces fonctions d'écoute. Il s'agit de « Mme ou M. Voisinage » qui prennent en compte très rapidement toutes les interrogations ou suggestions des riverains, en tous domaines, les odeurs étant fréquemment des sujets évoqués.

Le Groupe se pose également en acteur du développement économique et social des zones d'implantation : de nombreux emplois induits accompagnent notre activité (transports, restauration, ...), et nos salariés résident à proximité (90% habitent à moins de 50 km).

3 L'inscription dans une politique nord sud

Ce qui est réalisé à ce titre en France, autour de sites d'influence régionale ou nationale, peut servir d'exemple pour des actions plus larges. L'action internationale de Séché Environnement en témoigne, en particulier lors d'interventions sur des déchets orphelins en zones sensibles. Certes, à elle seule l'entreprise ne peut assumer tous les aspects du développement durable, mais elle se doit de faire œuvre d'action pédagogique et de soutien immédiat à des situations d'urgence (déchets abandonnés, en contact avec des populations par exemple). C'est pour elle un honneur.

Des points d'attention doivent toutefois être soulignés, indispensables à la réussite d'une telle politique. Nous illustrerons par des exemples d'intervention en Argentine et en Afrique de l'Ouest (Mauritanie, Sénégal et Cap Vert) comment ont été managés les cohérences d'actions d'aide, la prise en compte de la gouvernance locale indispensable, et leur mise en œuvre en vue d'un renforcement mutuel des capacités.

3.1 La cohérence

L'action à développer doit s'inscrire dans une problématique clairement posée avec les autorités et populations concernées. L'action doit être instruite en lien avec les acteurs locaux, et s'appuyer sur les compétences et moyens locaux qui viennent en appui du savoir-faire du Groupe.

Il faut donc vérifier que l'action, même d'influence limitée s'articule au mieux avec tous les autres programmes qui peuvent être initiés sur la zone. Des synergies peuvent être initiées, des moyens transférés sur plusieurs actions, ou mieux dimensionnés s'ils peuvent être réutilisés à d'autres fins locales. Des contacts étroits doivent être noués à cette fin aussi bien avec les Autorités locales qu'avec celles européennes ou mondiales (Banque Mondiale par exemple) et celles des ONG déjà actives sur site. C'est un jeu d'alliances et de complémentarités qui doit se mettre en place.

La problématique des POP's (Polluants organiques persistants)

Selon la définition de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, entrent dans cette catégorie de POP's les pesticides qui ne sont plus destinés à l'utilisation, soit parce qu'ils sont périmés, détériorés ou endommagés, voire tout simplement interdits, et dont leur propriétaire ne veut plus.

Le plus souvent la gestion de ces stocks n'est plus assurée correctement, ils sont entreposés en plein air, perdent leur étiquetage et donc leur identification, gisant dans des conteneurs qui se dégradent au fil du temps et deviennent fuyards. On assiste même à des abandons en décharges ouvertes de villages, auprès desquelles les enfants jouent, des gens travaillent, les femmes cuisinent, le bétail broute.

Dans notre exemple argentin, il s'agissait de plus de 50 tonnes de ces produits toxiques et de 170 tonnes de terres polluées, le tout enterré depuis 13 ans dans la localité de Santiago del Estero dans le Nord du pays. La population avoisinante, 300 personnes environ, sentait depuis plusieurs années des odeurs étranges, et souffrait de suffocations et de maux de tête.

Le problème au départ environnemental devient de santé publique. Il est urgent d'agir.

3.2 La gouvernance déconcentrée

Pour que les actions soient pérennes, les besoins doivent être analysés en amont pour intégrer les dimensions sociétales, l'utilité sociale et économique, et surtout pour prévenir tous les risques qui pourraient se faire jour au cours de l'action. C'est bâtir un plan d'action guidé par tous les vecteurs du développement durable.

Une bonne acceptation locale signifiera également l'existence d'une appropriation locale de la problématique. L'action s'inscrira dans les usages et coutumes locaux de manière à obtenir la participation active du maximum des parties prenantes, en respectant les diversités culturelles, mais toutefois sans jamais transiger sur le facteur essentiel qu'est la sécurité des hommes et la protection de l'environnement.

Les critères de développement durable conduiront de ce fait à un surcoût probable, qu'il convient d'estimer dès les premiers budgets, de manière à ne jamais se trouver dans une impasse, faute de moyens.

Sont particulièrement visés à ce titre tous les comportements visant à informer les populations, à leur faire partager les objectifs et leur permettre de mesurer les progrès accomplis. Ces critères se déclinent en transparence, information et formation.

Un rôle moteur de porteur de projet pour les Autorités locales

Dans l'exemple argentin, ce sont les Autorités locales qui se sont saisies du problème et trouvèrent à monter un financement international autour de la Banque Mondiale. C'est une approche relativement simple.

Pour le cas de l'Afrique de l'Ouest que nous souhaitons mentionner, la coopération a été plus complexe, car transnationale. L'identification dans ces régions de la source de maladies liées à des pollutions environnementales a été opérée par des missions diagnostic d'organismes internationaux (AFP, Afrika Stockpile), qui ont inventorié plus de 700 tonnes de stocks périmés de pesticides utilisés pour la lutte antiacridienne, dispersés sur 50 sites dans 3 pays.

Les Ministères de l'Environnement de tous ces pays ont coopéré activement et ont obtenu auprès d'organismes internationaux les financements nécessaires pour la gestion complexe de ce problème, comportant des aspects de conditionnement, de logistique, de transport et d'élimination dans des centres agréés en Europe.

Bel exemple alliant coopération internationale large pour le diagnostic et le financement, assistance mutuelle entre pays riverains, et mise en œuvre d'installations européennes, seules capables de venir à bout de cette pollution.

3.3 Le renforcement mutuel des capacités

La mise en œuvre de tels projets est enrichissante pour les équipes agissant sur le terrain : elles ont pleinement conscience de faire œuvre utile et accroissent leurs connaissances au sein d'environnements nouveaux pour eux. C'est une capitalisation des savoirs, une mise en réseau des connaissances.

Leur action s'accompagnera d'un volet d'éducation et de formation. L'objectif en sera en premier lieu une sensibilisation : avoir conscience de la dangerosité potentielle ou avérée des déchets pour acquérir les comportements vertueux indispensables, c'est-à-dire le non-rejet sauvage, le geste civique. Dans un second temps, l'expérience permettra aux populations, si une nouvelle pollution est détectée par eux, d'avoir les bons gestes de mise en sécurité et les contacts nécessaires pour obtenir de l'aide pour leur évacuation et traitement.

Une œuvre valorisante pour tous

Une anecdote, mais qui nous est allée droit au cœur, liée à la fin de la dépollution en Argentine. Une messe a été célébrée par l'évêque de la province en présence des dignitaires politiques, des responsables du Ministère de l'Environnement, des riverains, avec l'équipe technique sur place, en remerciement pour les travaux d'assainissement effectués.

La cérémonie s'inscrivait dans la tradition indienne de la « journée de la terre » : en plantant un arbuste sur ce site, les populations marquaient leur respect pour le sol, et symbolisaient le rétablissement de l'équilibre entre la terre et la nature, sur un site qui avait été nettoyé après sa pollution par l'homme. La symbolique allait très loin, l'arbuste représentant la vie, les ouvriers firent donc des outils qui avaient servi à le planter. Une manière de dire « continuez ».

La presse locale a relaté cette cérémonie : ainsi la dimension pédagogique de l'opération se trouvait enclenchée, dans un total respect des cultures et coutumes locales.

4 En guise d'appel à l'action

« Que l'avenir ne soit plus ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire » Henri Bergson.